

18 ans
après le
référendum
de 1995

Le Québec en meilleure situation économique et financière pour faire la souveraineté

présenté par **Marcel Leblanc**, économiste
pour le comité de travail sur la souveraineté du Parti Québécois
Novembre 2013

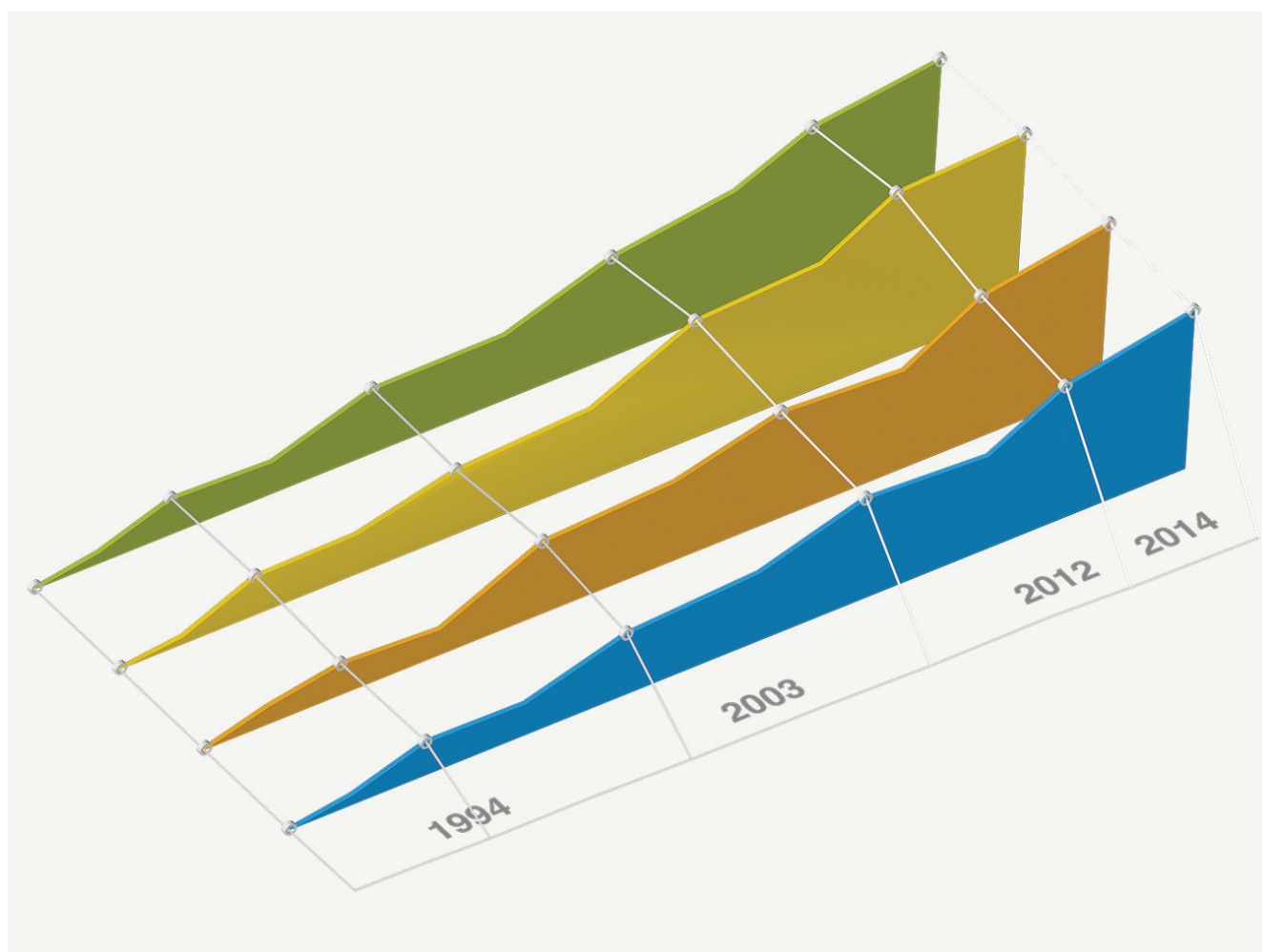


Table des matières

Introduction	1
1. L'endettement en baisse	2
1.1 L'endettement du Québec en baisse	2
1.2 Le service de la dette en baisse.....	3
1.3 Des cotes de crédit stables ou en hausse	4
2. Une situation budgétaire plus favorable	5
2.1 Les déficits en baisse	5
2.2 Comparaison internationale	6
3. Une population plus riche	7
3.1 Le revenu disponible des Québécois en hausse de 33 %	7
3.2 Le taux de chômage et le nombre de ménages vivant de l'aide sociale ont chuté	7
3.3 La pauvreté a reculé	8
4. Une économie plus forte	9
4.1 Le produit intérieur brut <i>per capita</i> en hausse de 32 %.....	9
4.2 Le stock du capital public en hausse	10
4.3 Les investissements en R et D en hausse.....	10
4.4 Une main-d'œuvre de plus en plus scolarisée	11
4.5 Un taux de fécondité en rattrapage	12
Pour aller plus loin: la souveraineté	13
Annexe 1	14

Introduction

En 1994, à l'aube du deuxième référendum sur la souveraineté du Québec, l'Amérique du Nord sortait tout juste d'une pénible récession. Les déficits budgétaires, les dettes publiques ainsi que les taxes et les impôts atteignaient des niveaux élevés. Une part importante de la population dépendait des prestations de chômage ou d'aide sociale.

Malgré ce portrait peu reluisant, le monde convenait du fait que le Québec constituerait un État parfaitement viable en matière économique et financière. Si des adversaires de la souveraineté tentaient encore de le nier en 1995, cette époque est aujourd'hui révolue. Même Jean Charest, un ardent fédéraliste, l'a reconnu en 2006 lorsqu'il a déclaré que le Québec avait les moyens nécessaires pour devenir un État indépendant.¹

La question de la viabilité étant réglée, les membres du comité ont cherché à savoir si, en matière économique et financière, le Québec était mieux préparé pour réaliser son indépendance politique aujourd'hui qu'il ne l'était en 1994.

18 ans plus tard, tous les indicateurs pointent dans la même direction positive :

- Baisse de l'endettement
- Meilleure situation budgétaire
- Recul du chômage et de la pauvreté
- Enrichissement de la population
- Économie plus forte

La situation du Québec est plus solide qu'elle ne l'a jamais été. Mieux encore, lorsqu'on la compare à celle des autres pays riches, la situation financière d'un Québec souverain s'en tire avantageusement.

Ce renforcement du Québec s'est effectué malgré les nombreux obstacles posés par son appartenance à la fédération canadienne. Avec la maîtrise de tous les leviers de décision d'un pays indépendant, nul doute que le Québec saura aller plus loin.

1. Déclaration de Jean Charest dans le cadre de l'émission *Le grand rendez-vous*, sur la chaîne TV5, le 7 juillet 2006.

1. L'endettement en baisse

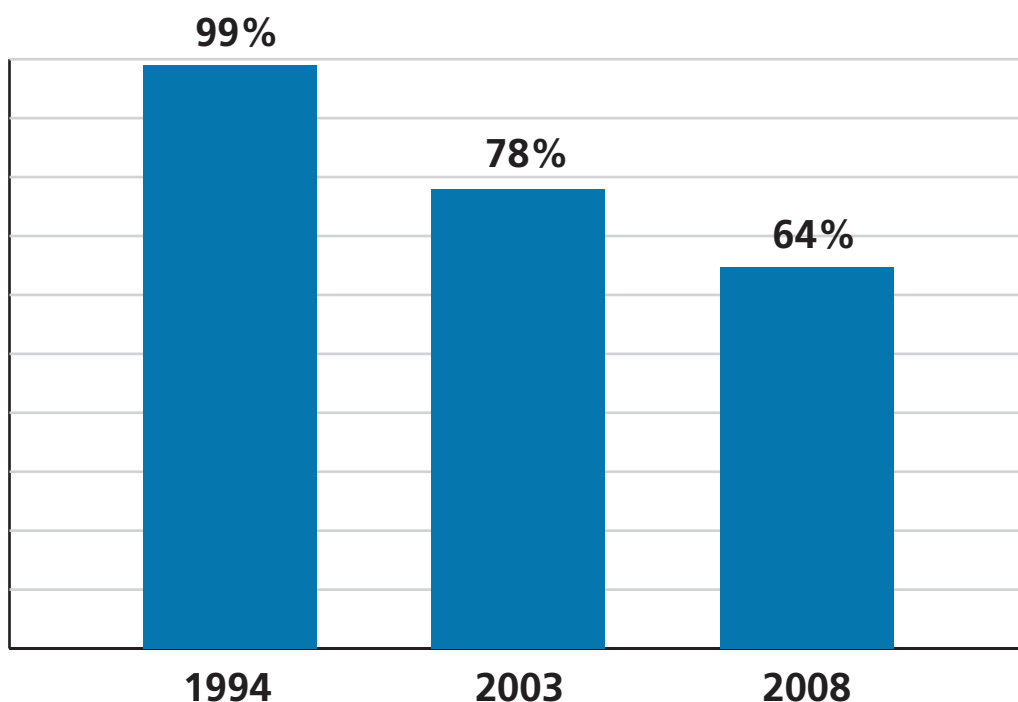
Dans cette première section, on constate que depuis 1994, l'endettement du Québec et le service de la dette, mesurés en proportion du PIB, sont en baisse. En conséquence, les cotes de crédit du Québec sont stables ou meilleures qu'elles ne l'étaient il y a 18 ans.

1.1 L'endettement du Québec en baisse

Il existe plusieurs façons de calculer l'endettement public. Pour en mesurer l'évolution, il faut pouvoir compter sur une série de données ininterrompue. Les documents du gouvernement du Québec sur la dette ne le permettent pas, car une série de réformes comptables² a brisé la continuité historique des données. On ne peut donc comparer la situation de 1994 avec celle d'aujourd'hui.

Pour contourner ce problème méthodologique, nous avons utilisé les données de Statistique Canada.³ Nous avons additionné la dette du gouvernement du Québec et la part de la dette fédérale supportée par les Québécois (19 %), et soustrait les actifs financiers de la même façon. Mesurés en proportion du PIB nominal, les engagements financiers nets⁴ d'un Québec souverain auraient été de 99 % en 1994, de 78 % en 2003, puis de 64 % en 2008 :

Évolution des engagements financiers nets du Québec / PIB, 1994-2008



2. Ces réformes comptables ont eu lieu en 1997, en 2006 et en 2009. Le ministère des Finances et de l'Économie prévient le lecteur que du fait de ces réformes, on ne peut comparer les périodes entre elles.

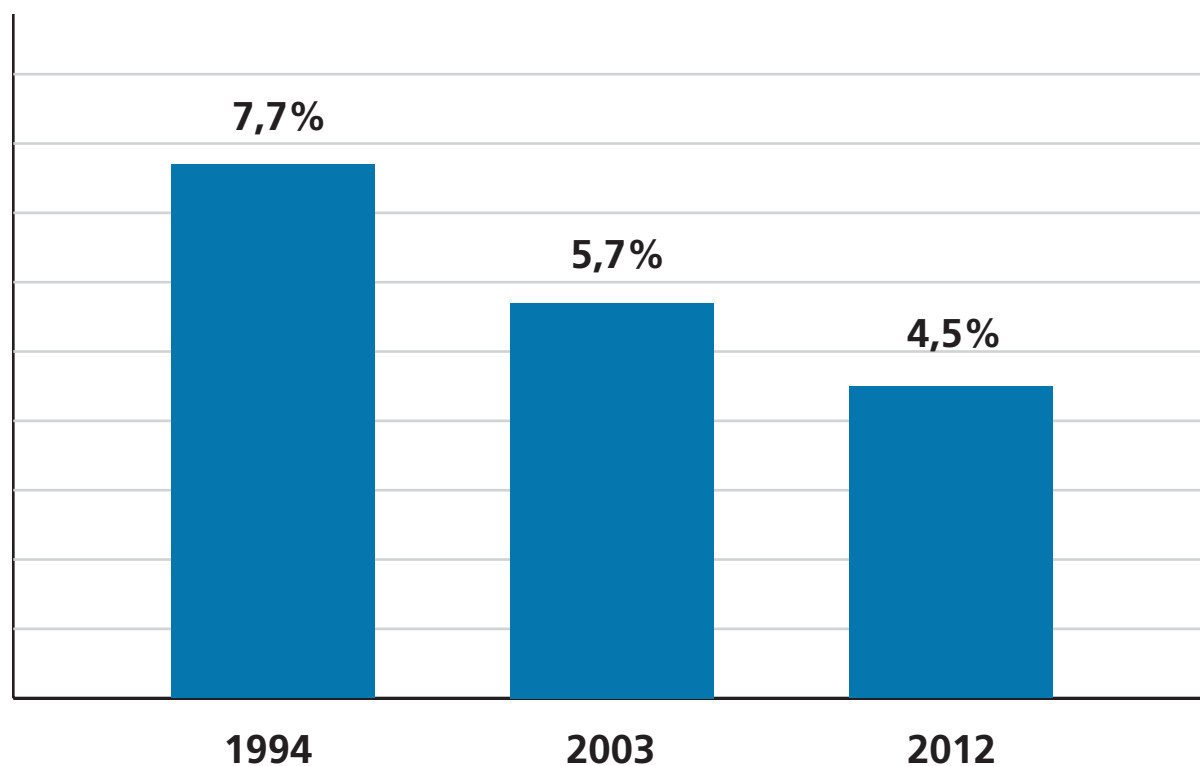
3. Les données sont tirées du Tableau CANSIM 385-0014. La série a été interrompue en 2008.

4. Nous reprenons ici la terminologie de l'OCDE.

1.2 Le service de la dette en baisse

Le service de la dette a également diminué depuis 1994. Nous le constatons en additionnant les services de la dette du gouvernement du Québec et la part du service de la dette fédérale supportée par les Québécois. Mesuré en proportion du PIB nominal, le service de la dette d'un Québec souverain aurait été de 7,7 % en 1994, de 5,7 % en 2003, puis de 4,5 % en 2012⁵:

Évolution du service de la dette du Québec / PIB, 1994-2012



5. Données tirées des documents budgétaires du ministère des Finances et de l'Économie du Québec et des Tableaux de référence financiers du gouvernement fédéral. La part du Québec estimée à 19 %.

1.3 Des cotes de crédit stables ou en hausse

La cote de crédit du gouvernement du Québec⁶ est demeurée stable auprès de la firme Standard & Poor's, tandis qu'elle s'est améliorée auprès de la firme Moody's, rejoignant celle de l'Ontario, qui a glissé. On peut noter que la cote de crédit des États-Unis s'est légèrement détériorée auprès de Standard & Poor's, tandis que la Grèce a perdu la faveur des agences de notation financières.

Cotes de crédit 1994-2013

Moody's	1994	2003	2013
Québec	A1	A1	Aa2
Ontario	Aa3	Aa3	Aa2
Canada	Aaa	Aaa	Aaa
États-Unis	Aaa	Aaa	Aaa
Grèce		A1	C

Standard & Poor's	1994	2003	2013
Québec	A+	A+	A+
Ontario	AA-	AA	AA-
Canada	AA+	AAA	AAA
États-Unis	AAA	AAA	AA+
Grèce		A+	B-

6. La cote de crédit du Québec en 2013, auprès de toutes les agences de notation, se trouve à l'**Annexe 1**.

2. Une situation budgétaire plus favorable

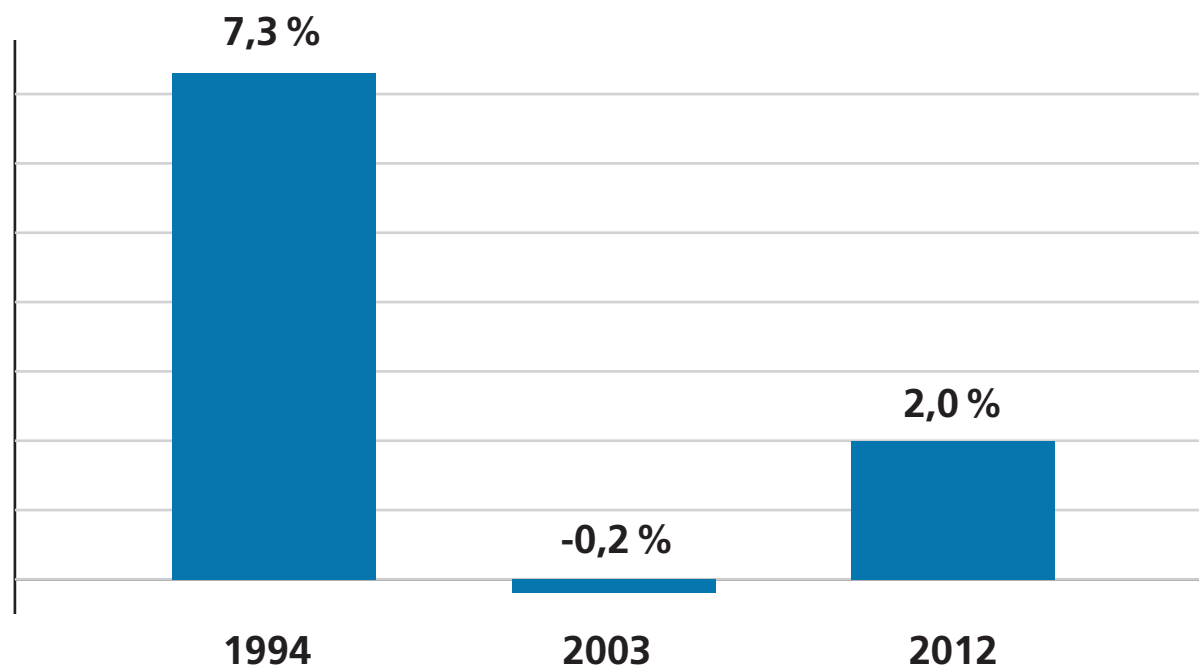
En 1994, la situation budgétaire des gouvernements fédéral et québécois était très difficile. La part du déficit fédéral de 38,5 milliards de dollars supportée par le Québec atteignait 7,3 milliards de dollars, soit 4,3 % du PIB de l'époque. Le déficit du gouvernement du Québec atteignait 4,9 milliards. Mis ensemble, le déficit *pro forma* d'un Québec souverain en 1994 aurait été de 12,2 milliards de dollars, soit 7,3 % du PIB de l'époque. En 2012, 7,3 % du PIB, cela représenterait un déficit de 25 milliards de dollars !

2.1 Les déficits en baisse

Depuis 1994, les gouvernements fédéral et québécois ont considérablement assaini leur situation budgétaire. Et même si la crise financière de 2008 a provoqué le retour des déficits, la situation est bien meilleure qu'en 1994.

En 2012, en additionnant la part du déficit fédéral supportée par les Québécois et le déficit du gouvernement du Québec, on en arrive à un solde négatif de 6,8 milliards de dollars, soit 2 % du PIB.⁷

Déficit budgétaire du Québec / PIB, 1994-2012



7. Données tirées des documents budgétaires du ministère des Finances et de l'Économie du Québec et des Tableaux de référence financiers du gouvernement fédéral.

2.2 Comparaison internationale

Alors qu'en 1994 le Canada et le Québec figuraient parmi les cancren en matière budgétaire, en 2012, la situation s'est inversée, le Québec (incluant sa part du déficit fédéral) ayant une situation budgétaire plus favorable que la majorité des pays de l'OCDE.⁸

Déficit budgétaire / PIB	1994	2003	2012
Grèce	8,3 %	5,7 %	10 %
Japon	3,7 %	7,7 %	9,9 %
Irlande	1,8 %	-0,4 %	7,6 %
États-Unis	2,9 %	3,4 %	7 %
Royaume-Uni	6,8 %	3,4 %	6,3 %
France	5,5 %	4,1 %	4,8 %
Québec (provincial + fédéral)	7,3 %	-0,2 %	2 %

8. Pour les États-Unis, les données proviennent du *Congressional Budget Office*, et pour les pays européens, de la Commission européenne, Directorate des affaires économiques et financières.

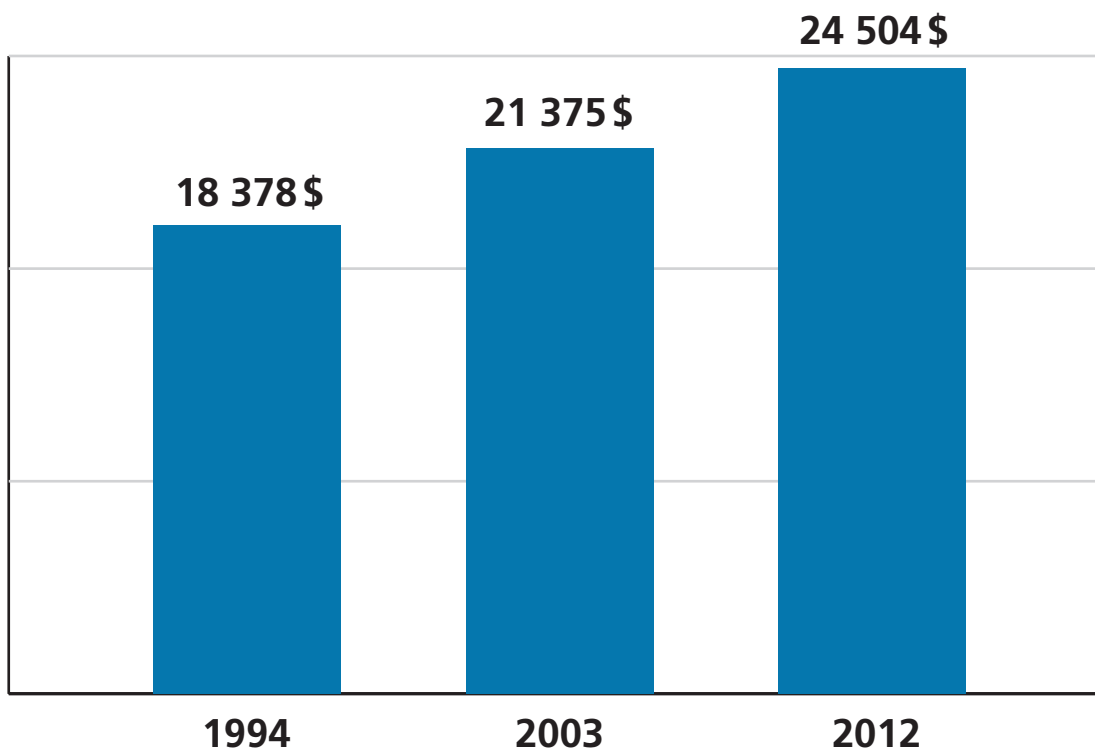
3. Une population plus riche

Depuis 1994, les Québécois ont prospéré, et ce, dans toutes les couches socioéconomiques. Les indices de richesse ont tous augmenté, tandis que la pauvreté reculait de manière spectaculaire. Autre bonne nouvelle: le taux de fécondité a augmenté, ce qui a infléchi les projections démographiques à la hausse.

3.1 Le revenu disponible des Québécois en hausse de 33 %

Le revenu disponible par personne, en termes réels (l'inflation soustraite), a augmenté de 33 % au Québec de 1994 à 2012. Il est ainsi passé de 18 378 dollars, en 1994, à 21 375 dollars en 2003, puis à 24 504 dollars en 2012. Cette hausse de 33 % du revenu disponible est supérieure à celle de 25 % constatée en Ontario pendant la même période.⁹

Revenu disponible réel *per capita*, 1994-2012



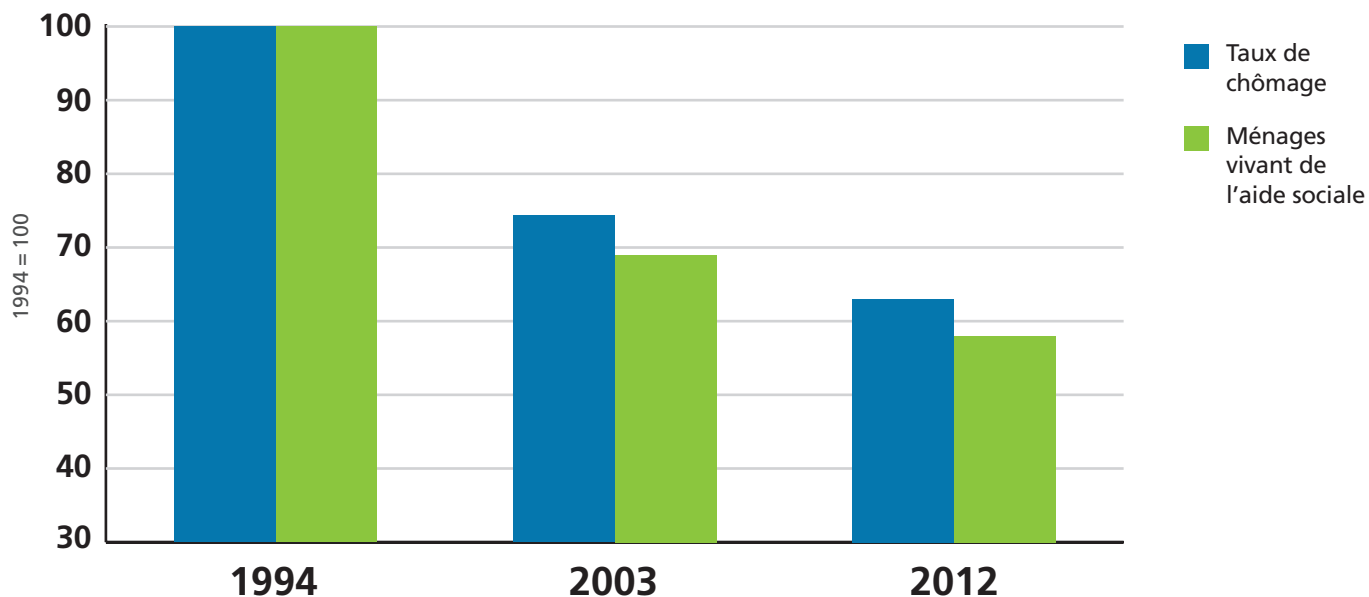
3.2 Le taux de chômage et le nombre de ménages vivant de l'aide sociale ont chuté

Le taux de chômage a connu une baisse importante, passant de 12,3 % en 1994 à 7,8 % en 2012. Le nombre de ménages québécois vivant de l'aide sociale a lui aussi connu une chute impressionnante, passant de 787 159 en 1994 à 457 796 en 2012.

9. Statistique Canada

C'est donc dire qu'en 18 ans, le taux de chômage a chuté de 37 % et le nombre de ménages sur l'aide sociale, de 42 %.¹⁰ C'est plus de 300 000 ménages de moins vivant de l'aide sociale !

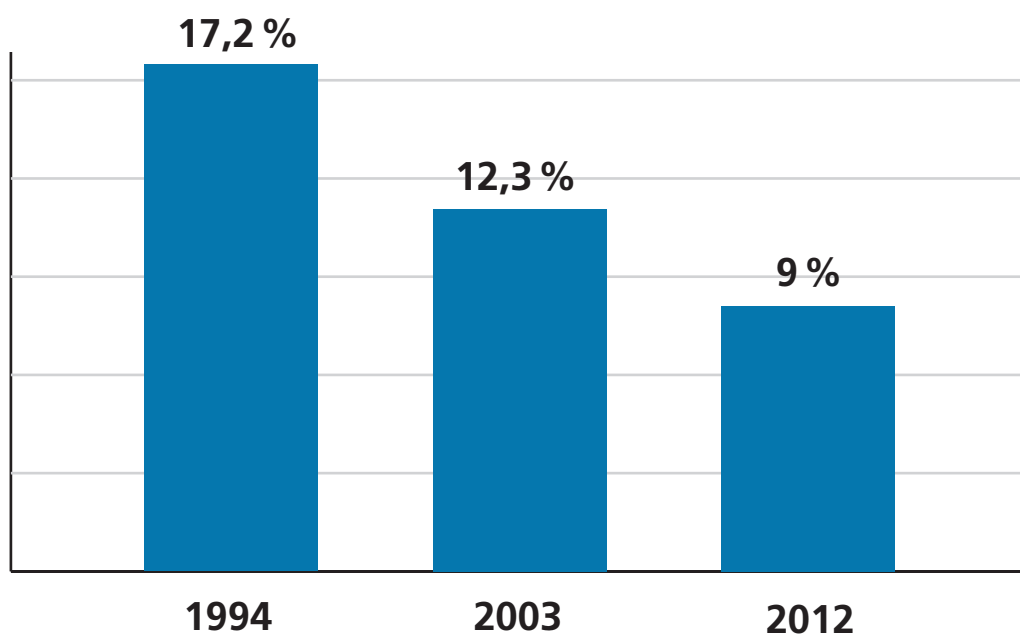
Taux de chômage et ménages vivant de l'aide sociale, 1994-2012



3.3 La pauvreté a reculé

Pour mesurer le niveau de pauvreté en remontant jusqu'en 1994, nous avons utilisé l'indice du seuil de faible revenu, en deçà duquel une personne est considérée comme vivant en situation de pauvreté. En 1994, 17,2 % de la population québécoise vivait cette situation, comparativement à 12,3 % en 2003 et à 9 % en 2012. C'est donc un recul de 48 % de la pauvreté !

Pourcentage de la population sous le seuil de faible revenu, 1994-2012



10. Ministère des Finances et de l'Économie du Québec

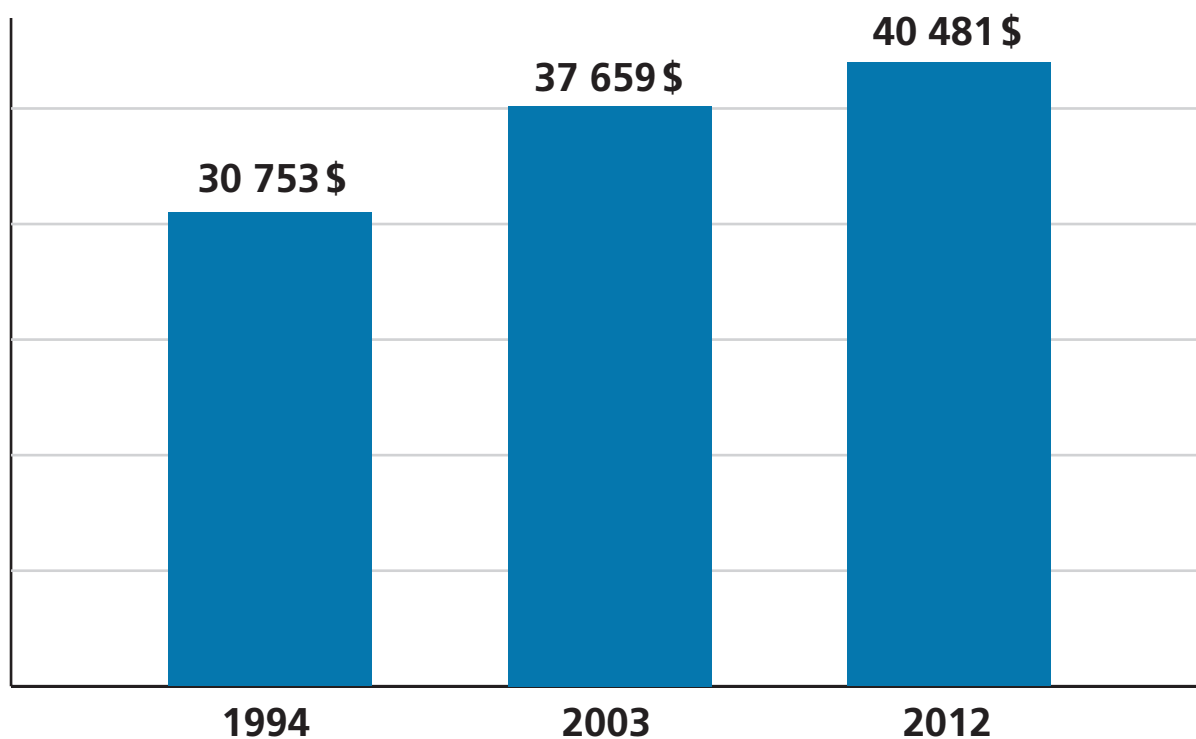
4. Une économie plus forte

L'économie québécoise a pris de l'expansion depuis 1994. Et, parmi les éléments qui permettent de renforcer une économie à long terme, il y a les investissements en recherche, le stock du capital public et le niveau de scolarisation de la main-d'œuvre. Dans ces domaines, tous les indicateurs sont en hausse.

4.1 Le produit intérieur brut *per capita* en hausse de 32 %

La richesse globale produite au Québec, qui se traduit par le produit intérieur brut (PIB), a fortement augmenté depuis 1994, aussi bien en termes nominaux que réels. En termes réels (inflation soustraite), la richesse par Québécois a augmenté de 32 % en 18 ans, soit plus qu'en Ontario (+26 %).

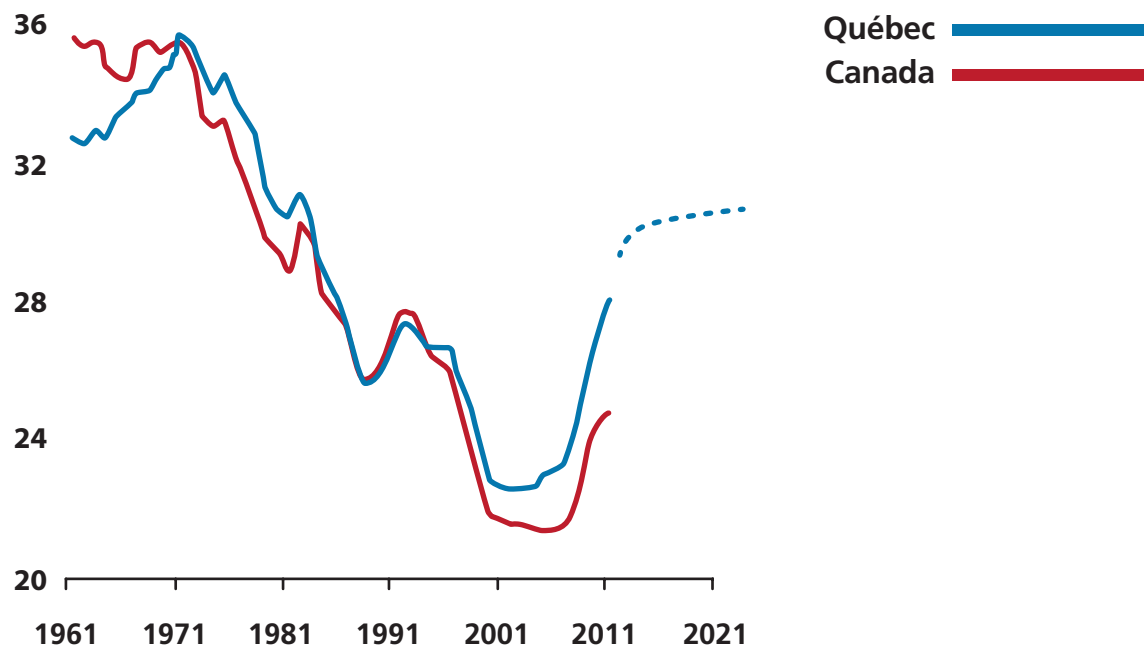
Croissance du PIB réel *per capita*, Québec, 1994-2012



4.2 Le stock du capital public en hausse

Le stock du capital public, c'est l'ensemble des infrastructures publiques d'un gouvernement. Un haut niveau de capital public favorise la productivité d'une économie. On sait que les infrastructures publiques ont été négligées dans les dernières décennies. Le rattrapage est en cours. En proportion du PIB, le stock du capital public du Québec a retrouvé un niveau jamais atteint depuis le début des années 1980.

Évolution du stock du capital public (en pourcentage du PIB, en termes réels)



4.3 Les investissements en R et D en hausse

Depuis longtemps déjà, le Québec est l'endroit où il se fait le plus d'investissements dans la recherche et le développement au Canada. Après une forte poussée jusqu'en 2003, où les investissements dans ce domaine ont atteint 2,78 % du PIB, ils ont ensuite décliné pour atteindre 2,41 % en 2010, un niveau tout de même plus élevé que les 2,08 % de 1994.¹¹

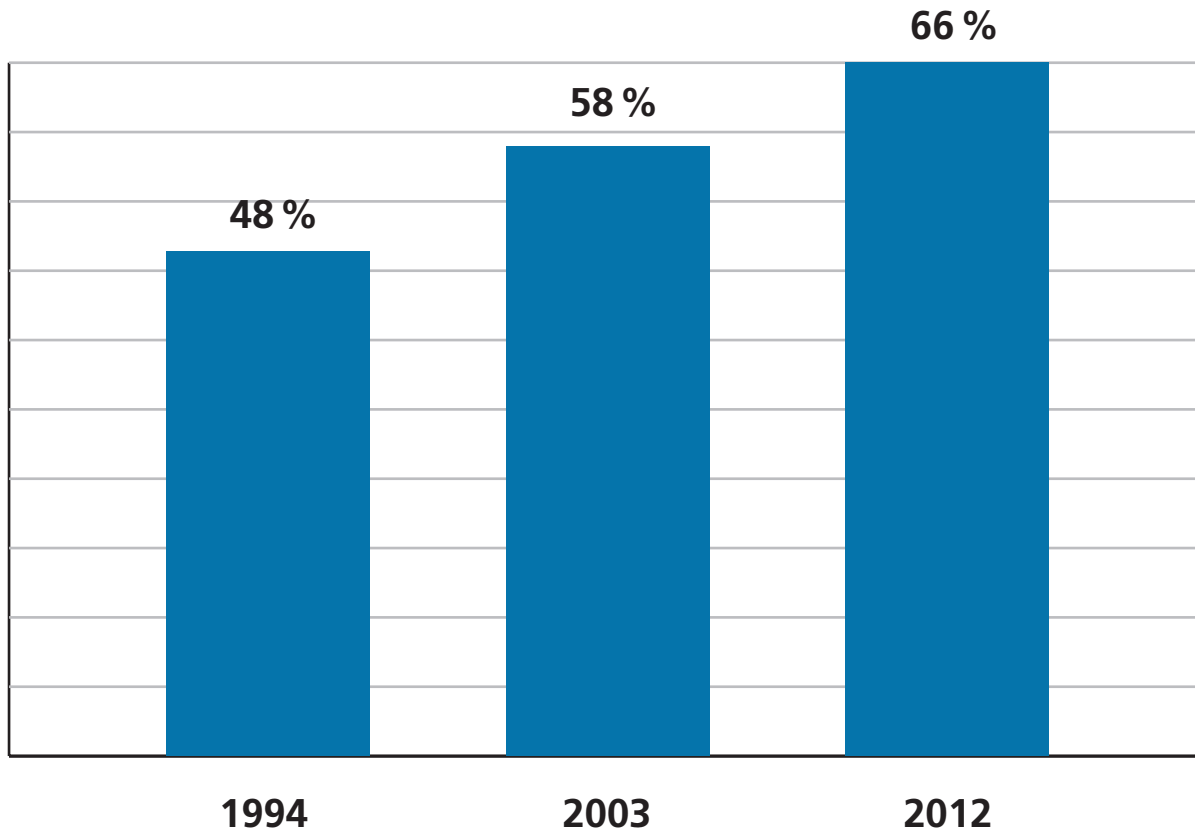
Investissements en R et D/PIB	1994	2003	2010
Québec	2,08%	2,78%	2,41%
Canada	1,73%	2,04%	1,80%
Moyenne OCDE	2,03%	2,21%	2,38%

11. Institut de la statistique du Québec

4.4 Une main-d'œuvre de plus en plus scolarisée

Dans l'économie d'aujourd'hui, de plus en plus axée sur le savoir, le niveau de scolarisation de la main-d'œuvre constitue un ingrédient essentiel. En 18 ans, les progrès sont indéniables. En 1994, 47,9% des personnes sur le marché du travail avaient fait des études postsecondaires ou obtenu un diplôme. En 2012, cette proportion s'élevait à 66,2%.

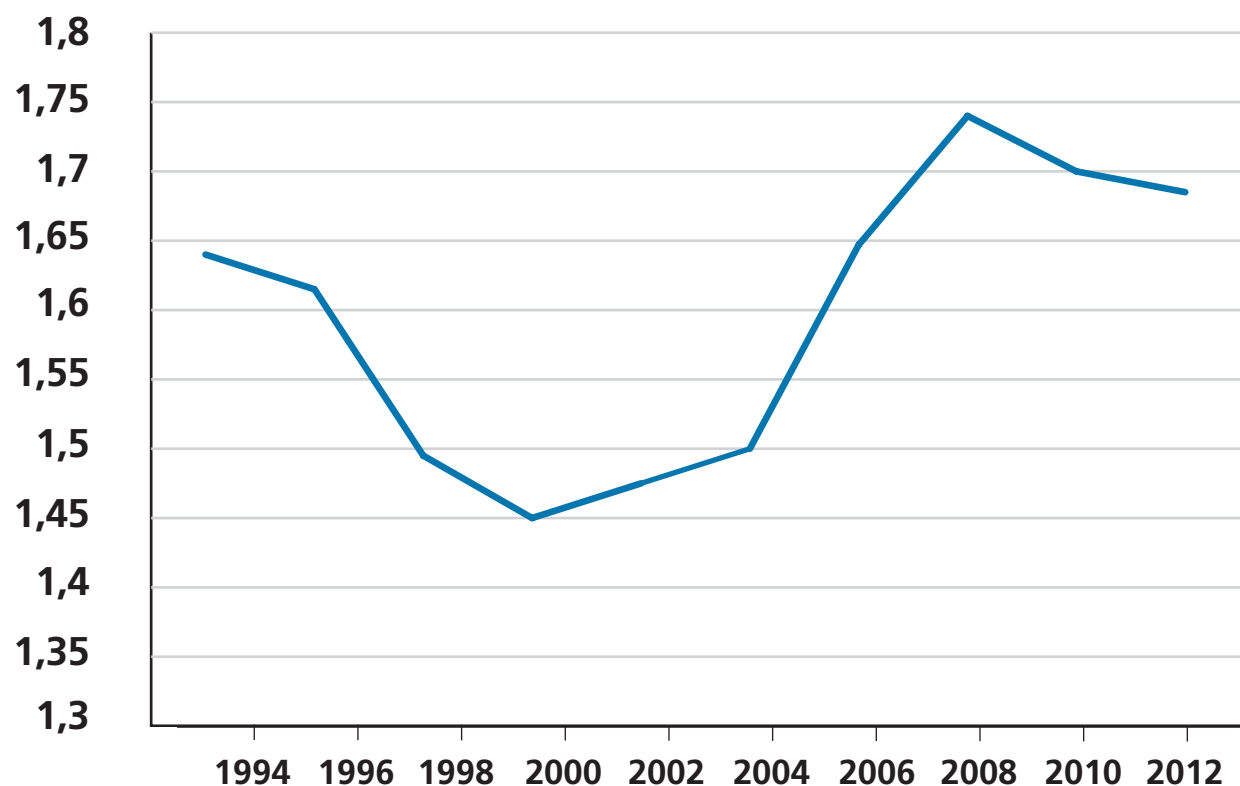
Proportion de la main-d'œuvre avec une scolarité postsecondaire, 1994-2012



4.5 Un taux de fécondité en rattrapage

La démographie constitue une partie importante de l'économie. Il y a une dizaine d'années, les projections prévoyaient un déclin de la population québécoise. Mais après un creux atteint au tournant des années 2000, l'indice synthétique de fécondité a fortement remonté. En 2012, il était redevenu plus élevé qu'en 1994 et, désormais, les projections ne prévoient plus de déclin de notre population.¹²

Indice de fécondité, 1994-2012



12. Institut de la statistique du Québec

Pour aller plus loin: la souveraineté

Financièrement et économiquement, le Québec d'aujourd'hui est dans une position plus solide qu'en 1994 pour réaliser la souveraineté, c'est indéniable. La viabilité d'un Québec souverain ne peut plus être mise en doute de façon crédible.

De plus, le risque économique et financier se trouve maintenant du côté d'Ottawa. En matière financière, par exemple, le plus grand risque posé au Québec vient du gouvernement fédéral. La décision unilatérale d'Ottawa de réduire la croissance des transferts en santé fera perdre à elle seule 800 millions de dollars par année au gouvernement du Québec, menaçant sérieusement l'atteinte de l'équilibre budgétaire.

Pour l'économie québécoise, les décisions d'Ottawa de créer une agence fédérale des valeurs mobilières, de retirer son financement des programmes de formation de la main-d'œuvre ou des fonds de travailleurs représentent également des risques importants pour l'économie québécoise.

Souvent perçue comme un risque économique pour le Québec, la souveraineté doit dorénavant être vue pour ce qu'elle est: l'assurance que le Québec pourra prendre des décisions conformes à ses intérêts financiers et économiques.

Annexe 1

Échelles de cotes de crédit de la dette à long terme

Définition	Moody's	Standard & Poor's	DBRS	Fitch Ratings	Japan Credit Rating Agency
Capacité extrêmement élevée de payer les intérêts et de rembourser le principal.	Aaa	AAA	AAA	AAA	AAA
Capacité très élevée de payer les intérêts et de rembourser le principal.	Aa1 Aa2 Aa3	AA+ AA AA-	AA (high) AA AA (low)	AA+ AA AA-	AA+ AA AA-
Capacité élevée de payer les intérêts et de rembourser le principal malgré une plus grande sensibilité aux conditions économiques que les niveaux AAA et AA.	A1 A2 A3	A+ A A-	A (high) A A (low)	A+ A A-	A+ A A-
Capacité adéquate de payer les intérêts et de rembourser le principal. Des conditions économiques difficiles peuvent diminuer cette capacité.	Baa 1 Baa 2 Baa 3	BBB+ BBB BBB-	BBB (high) BBB BBB (low)	BBB+ BBB BBB-	BBB+ BBB BBB-
Capacité incertaine de payer les intérêts et de rembourser le principal, particulièrement lorsque les conditions économiques sont difficiles.	Ba 1 Ba 2 Ba 3	BB+ BB BB-	BB (high) BB BB (low)	BB+ BB BB-	BB+ BB BB-
Capacité très incertaine de payer les intérêts et de rembourser le principal, particulièrement lorsque les conditions économiques sont difficiles.	B 1 B 2 B 3	B+ B B-	B (high) B B (low)	B+ B B-	B+ B B-